



DÉCLARATION FNEC-FP FO 89

CSA-SD CARTE SCOLAIRE

8 FÉVRIER 2024

Monsieur le Directeur Académique,

1er degré

À l'image des ministres de l'éducation et de la politique menée depuis des années, le projet de carte scolaire que nous étudions aujourd'hui est totalement déconnecté du terrain. Nous en avons conscience, vous gérez la pénurie de moyens et appliquez des décisions intenable pour notre département.

Mais le résultat est là, vous voilà contraint de prendre des mesures dont personne ne veut et vous retrouvez isolés. Nous l'avons vu hier, enseignants, parents, élus : personne ne comprend, personne n'accepte. Preuve en est, il n'y a jamais eu autant de mobilisation et de colère dans les écoles de notre département.

Vos décisions, qui découlent de la politique ministérielle et des répartitions du rectorat, constituent un nouveau recul du service public d'éducation.

Vous ne vous êtes pas opposé à cette dotation inacceptable qui dégrade considérablement nos conditions d'enseignement et d'accueil dans les écoles.

Quant à la négociation et aux délégations reçues, à l'image du gouvernement, c'est le 49-3 permanent. De toutes les écoles reçues hier, 34 délégations étaient présentes, aucune n'est ressortie convaincue du bien-fondé de vos mesures. Toutes les refusent.

Et de fait, vous nous présentez aujourd'hui des décisions qui impactent la majeure partie des écoles qui vous ont toutes clairement expliqué hier en quoi la fermeture ou la non-ouverture d'une classe engendrerait une dégradation inacceptable des conditions de travail et d'apprentissage.

Quant à l'argument de l'équité entre les écoles, il ne tient pas : si équité il doit y avoir, celle-ci doit se faire sur les meilleures conditions. Ce n'est jamais le cas !

C'est la pire carte scolaire que le département ait connu depuis des années et nous avons dû arracher, par nos interventions que tous les collègues, élus et parents soient reçus en délégations complètes, que l'on puisse se réunir sous les fenêtres de la DSDEN, comme cela a toujours été le cas.

Résultat des comptes : des classes fermées en REP dans les quartiers populaires qui en ont le plus besoin, des écoles avec des IPS particulièrement bas, des fermetures de classes, voire d'école dans la ruralité accentuant l'isolement et la fuite des services publics, même des recommandations ministérielles non respectées pour les GS CP CE1 à 24, la désorganisation des structures avec des classes à multiples niveaux incongrues et imposées, la pression des inspecteurs sur les collègues, la non prise en compte de la dégradation du climat scolaire et des dégâts de l'inclusion à tout prix... c'est alarmant !

En revanche, comme nous vous l'avons dit en groupe de travail, les 2 postes de CPC créés ne répondent en rien aux demandes des collègues. Jamais le moindre

enseignant n'a fait remonter une telle demande. En revanche des RASED oui, partout, des PsyEN oui, des AESH, des places dans les structures spécialisées... or dans votre projet, pour l'enseignement spécialisé, c'est presque rien !

Nous ne pouvons entendre vos arguments : -29 postes dans le département c'est insoutenable !

Ecoutez le terrain, les enseignants, les élus, les parents et les organisations syndicales qui exigent de revoir ce nombre bien trop conséquent. Intervenez auprès du rectorat, faites entendre raison au ministère : indiquez leur que cette dotation ne tient pas ! Ne répondez pas à ces exigences hors-sol, répondez à celles du terrain !

2d degré

Dans le secondaire, la colère, vous le savez est forte également.

La mobilisation, notamment par la grève, a été massive, les personnels sont à bout : en lieu et place d'une quelconque réponse en matière de postes, d'heures et de moyens le ministère tente d'imposer le « choc des savoirs » dont personne ne veut !

les DHG se réduisent, les classes se chargent, plus de 29 élèves pour tous les niveaux au collège Denfert-Rochereau, et la pédagogie soucieuse du progrès des élèves disparaît complètement au profit du moindre coût.

Le travail de destruction de l'école entamé depuis quelques années se poursuit avec acharnement et il passe par les groupes imposés en mathématiques et français, et par l'épuisement des enseignants.

Déjà, les consignes de préparation actent bien la disparition de la technologie. Cette heure supprimée pour le SOUAP, solution magique abandonnée même pas un an après sa mise en place, n'est pas remplacée, alors qu'on insiste lourdement sur le besoin en formation numérique des élèves.

Partout, les tentatives pour instaurer les groupes de besoin obligent à partager des classes ou à accepter jusqu'à 23 heures : P. Bert, Denfert Rochereau, Saint-Valérien, Saint-Florentin, Villeneuve-la-Guyard. Rien d'acceptable en ce qui concerne FO, d'ailleurs les enseignants refusent.

Cela crée des tensions supplémentaires dans les équipes, entre les matières et entre le chef

d'établissement et les enseignants, en plus de créer une situation aberrante où la même institution

demande en même temps de constituer des classes hétérogènes et des classes de niveaux pour les mêmes élèves. Cela désorganise de fait toutes les structures, les emplois du temps des enseignants. Cela présente aussi le risque du manque de professeurs principaux.

Définitivement, la politique menée en matière d'éducation est en décalage total avec les discours qui pourraient laisser croire que l'École serait la priorité du gouvernement. En réalité, il s'agit surtout d'une priorité dans l'objectif de destruction des services publics, dans ce cas : laissez les enseignants, l'école et ses personnels tranquilles ! Créez les postes, recrutez, augmentez les salaires, arrêtez le carnage de l'inclusion à tout prix, abandonnez les contre-réformes, écoutez les revendications des personnels : c'est là la seule issue !